REVUE INTERNATIONALE DAMBE
REVUE SEMESTRIELLE MULTIDIMENSIONNELLE DU CERFDES
ISSN : 1987- 1996

VOLUME 1 - NUMERO 2
JUIN 2025

MUTATIONS SOCIÉTALES EN AFRIQUE : REGARDS CROISÉS

https://revuedambe.cerfdesconsulting.com

Bamako-Mali

Revue Internationale DAMBE

Valorisation des savoirs endogènes et promotion de la recherche scientifique.

PRESENTATION

La revue Internationale « Dambé » qui est un mot bambara signifiant la dignité, est une revue qui vise à promouvoir la recherche scientifique en mettant en valeur les savoirs endogènes en Afrique et ailleurs. C'est une revue semestrielle adossée au Centre d'études, de Recherche et de Formation sur les Dynamiques Économiques, Environnementales et Sociales (CERFDES). À l'exception des numéros spéciaux dont la publication est conjoncturelle, la revue publie deux numéros par an (Juin et Décembre).

Ayant un intérêt particulier pour les sciences sociales, elle reçoit des contributions de doctrine livrant des réflexions sur toutes les questions ou problématiques actuelles dans des domaines tels que, la géographie, l'économie, le droit, la santé et tout autre sujet concernant les sciences sociales, humaines et environnementales.

Les articles soumis à la revue Dambé sont évalués de façon rigoureuse par un comité scientifique et de lecture composés de chercheurs et d'enseignants-chercheurs de diverses nationalités et de spécialités variées. Tous les articles publiés restent accessibles librement par les auteurs ainsi que par les lecteurs sur le site de la revue, à l'exception des numéros spéciaux.

COMITE EDITORIAL

Président du Comité Scientifique

Pr Balla DIARRA, Professeur titulaire en Géographie, École Nationale d'Administration

Coordinateur Scientifique

Dr Issa DIALLO, Maître de conférences en sociologie de la santé, INFTS

Rédacteur en Chef

Dr Idrissa DEMBELE, Maître assistant en droit, USJPB

Rédacteur en Chef Adjoint

Dr Adama Koné, Géographe, CERFDES

Coordonnateur des Rubriques Sciences de la Santé

Dr Abdoul Salam DIARRA, Maître assistant en Santé Publique, CNRST, Bamako, Mali

Directeur de publication

Dr Malick TIMBINE, Maître assistant en Géographie, environnement et santé, ISH

COMITE SCIENTIFIQUE

Pr Balla DIARRA, Géographie, Ecole Nationale d'Administration, Mali

Pr Flatie OUATTARA, philosophie, Université Joseph K. Zerbo, Burkina Faso

Pr Seydou MARIKO, Géographie, Ensup de Bamako, Mali

Pr Cheich Hamala TOURE, Professeur titulaire, Université des Sciences Juridiques et Politiques de Bamako (USJPB), Mali

Pr Brema Ely DICKO, Sociologue, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Pr Aboubacar Sidiki COULIBALY, littérature anglaise, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Pr Belco OUOLOGUEM, Philosophie, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Bazoumana DIARRASSOUBA, Géographie, Maître de conférences, CAMES, Université Alassane Ouattara de Bouaké, Côte d'Ivoire

Dr Nouhoum TANDINA, Maitre de Conférences CAMES, USJPB

Dr Amadou TRAORE, Maître de conférences CAMES en sociologie, Université de Ségou.

Dr Fodié TANDJIGORA, Sociologie, Maitre de conférences CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Ibrahima TRAORE, Sciences de l'Education, Maitre de conférences CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Boureima TOURE, Anthropologie, Maitre de conférences CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Seydou LOUA, Sciences de l'Education, Maitre de conférences CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Abdoulaye GUINDO, Anthropologie médicale, Maitre de conférences CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Kawélé TOGOLA, Anthropologie, Maitre de conférences CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Almamy SYLLA, Anthropologie, Maitre de conférences CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Arouna DEMBELE, Géographie, Maître de conférences, USSGB Mali

Dr Amadou BAMBA, Maître de conférences en Économie, USSGB, Mali

Dr Baba COULIBALY, Géographie Maître de Recherche à l'ISH. Mali

Dr Aimé Assué YAO, Géographie, Maître de conférences CAMES, Université Alassane Ouattara de Bouaké, Côte D'ivoire.

Dr Tuo PEGA, Géographie de la santé, Maître de conférences CAMES, Université Félix Houphouët Boigny.

Dr Papa Fara DIALLO, Maitre de conférences en sciences politiques, Université Gaston Berger de saint Louis, Sénégal

Dr Boubacar dit Dédé TRAORE, Archéologie, Maître de conférences à l'ISH.

Dr N'Gna TRAORE, anthropologie, Maître de conférences à l'ISH.

Dr Issa DIALLO, Maitre de conférences en sociologie de la santé, INFTS.

Dr Souleymane KEITA, Maître de conférences, philosophe, USLHB.

Dr Moctar SIDIBE, Maitre-assistant CAMES, Maitre de conférences, sciences de l'éducation, USLHB.

Dr Mory DIALLO, Maitre-assistant CAMES, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Allaye NIANGALY, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Abdoul SOGODOGO, Maitre-assistant CAMES, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Oumar Toumaly DIALLO, Maitre de conférences, USJPB

Dr Samba SOGOBA, Maître de Conférences, USJPB

Dr Yamadou CAMARA, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Ahmed SAMAKE, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Mariam SIDIBE, Maitre-assistant CAMES, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Fousseyni DOUMBIA, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Sounko SISSOKO, Maitre de Conférences, Université de Ségou

Dr Lamine SANDY, Sociologie, Maitre de recherche, INFTS, Mali

COMITE DE LECTURE

Dr Bazoumana DIARRASSOUBA, Géographie, Maître de conférences, CAMES, Université Alassane Ouattara de Bouaké, Côte d'Ivoire

Dr Arouna DEMBELE, Géographie, Maître de conférences, USSGB Mali

Dr Issa DIALLO, Maître de conférences des Universités du CAMES en sociologie de la santé, INFTS

Dr Souleymane KEITA, Maître de conférences, philosophe, USLHB.

Dr Moctar SIDIBE, Maitre-assistant CAMES, Maitre de conférences, sciences de l'éducation, USLHB

Dr Tuo PEGA, Géographie de la santé, Maître de conférences CAMES, Université Félix Houphouët Boigny.

Dr Ibrahima TRAORE, Sciences de l'Éducation, Maitre de conférences CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Mory DIALLO, Maitre-assistant CAMES, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Mariam SIDIBE, Maitre-assistant CAMES, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Yacouba TENGUERI, Maître-assistant CAMES Sociologie, Université de Dédougou, Burkina Faso.

Dr Amadou BAMBA, Maitre-assistant CAMES, Maître de conférences en Économie, USSGB, Mali

Dr Yéo LANZENI, Maître-assistant CAMES en Géographie, Université Félix Houphouët Boigny d'Abidjan.

Dr Mesmer Luther GUEUYOU, Centre d'études de droit international de l'université Paris Ouest, Enseignant chercheur à l'université de Nantes.

Dr Solim ALEKA, Docteur en Droit public, Ministère de la Santé du TOGO.

Dr Hamidou NAPARE, Sciences de l'éducation, Chargé de Recherches à l'INFSS.

Dr Bakaye TOGOLA, Anglais, études africaines et postcoloniales, UCAD

Dr Issa TOGOLA, Maître assistant en Géographie, Institut de sciences humaines, Bamako.

Dr Soufiana Souleymane MAIGA, didactique des langues université de touba Arabe.

Dr Drissa TRAORE, Maître assistant CAMES, Université de Daloa, RCI.

Dr Tiecoura Hamed COULIBALY, Université Péléforo Gon Coulibaly de Korhogo.

Dr Siaka DOUMBIA, Maître assistant en Géographie, Université de Ségou.

Dr Francis Birama Daba SARR, philosophe, Université cheikh Anta Diop de Dakar.

Dr Falingué KEITA, Économie, USSGB.

Dr Harouna BAGAYOKO, Géographie, USSGB.

Dr Adama KONÉ, Géographie, Université de gestion et de développement durable de Bamako.

Dr Amadou SOW, Droit, Centre d'Etudes, de Recherche et de Prospective en Afrique – CERPA (Mali).

Dr Ibrahima BAMBA, Droit, Institut de pédagogie universitaire de Bamako (IPU)

Dr Lassine DIARRA, Maître-Assistant USJPB.

Dr Adama KONE, Géologie, Maître-Assistant à la FST

Dr Issa OUATTARA, Maître assistant en Géographie, INFTS de Bamako.

Dr Oumar DEMBELE, Géographie, point SUD.

Dr Oumar KONÉ, philosophie, USLHB.

Dr Abdou Bougoury TRAORE, Économie de l'environnement, USSGB.

Dr Lassina TOGOLA, logisticien, USSGB.

Dr Ousmane DOUMBIA, Marketing communication, USSGB.

Dr Toumani KANTE, sciences agronomiques, IER.

Dr Youssouf GUINDO, Géographie de l'environnement, ENSUP.

Dr YAO Koffi Bertrand, Maître assistant CAMES en Géographie, Université Félix Houphouet Boigny d'Abidjan.

Dr Abdoulaye MAIGA, Économie politique, USSGB.

Dr Abdoul wahab Issiaka MAIGA, Administration Éducative et planification. Université privée Attaoune (UPA), BAMAKO

Dr Ousmane Famagan KONATE, Droit public.

Dr Malick TIMBINE, Géographie, environnement et Santé, Maître-Assistant à l'ISH.

Dr Moussa FOFANA, anthropologie de la santé, Maître-Assistant à L'ISH.

Dr Lala Aïché TRAORE, Lettre Moderne, Maître- Assistant à l'ISH.

Dr Yaya SIDIBE, Économie, Maître Assistant à l'USSGB.

Dr Mamoutou BERTHE, Philosophie à l'ENSup.

Dr Abdoulaye N'Tigui KONARE, économiste, Maître- Assistant à l'USSGB.

Dr Boubacar KONATE, Maître-Assistant à l'INFTS.

Dr Ousmane SY, Maître de recherche, Epidémiologiste, Direction Générale de la Santé et de l'Hygiène Publique, Bamako, Mali.

Dr Abdoul Salam Diarra, Maître assistant en Santé Publique, CNRST, Bamako, Mali.

Dr Idrissa DEMBELE, droit, Maitre-Assistant, USJPB

Dr Bengaly GUINDO, Science politique, Maitre-Assistant USJPB

Dr Sory Ibrahim Maiga, Science politique, Maitre-Assistant USJPB

Dr Mohamed BERTHE, droit Maitre-Assistant, École supérieur de journalisme et des sciences de la communication, Bamako

Dr Seydou MALLET, droit, USJPB

Dr Oumar CAMARA, droit, Maitre-Assistant en droit USJPB

Dr Bakary KONE, Maitre-Assistant à l'Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako.

Dr Lamine Boua COULIBALY, Géographie, Maitre-Assistant à l'Université de Ségou.

Dr Soumaila COULIBALY, Psychologie, Enseignant chercheur à l'université des sciences sociales et de gestion de Bamako.

Dr Seydou Soungalo COULIBALY, Sciences de l'éducation, à l'IPU de Bamako.

Dr Ibrahim Amara DIALLO, Philosophie politique et morale, ULSHB.

Dr Ibrahim KONE, relations internationales, FSAP, Bamako

Dr Moïse Jean, Docteur en droit public à l'Université de Nanterre, Chercheur postdoctoral à l'Université de Genève.

SOMMAIRE

Adama KONE, Tenemaka SANOGO, Oumar DEMBELE, Malick TIMBINE

FILLES DOMESTIQUES DANS LE PROCESSUS MIGRATOIRE A BAMAKO : CAS DE LA COMMUNE V. 1

FEMALE DOMESTIC WORKERS IN THE MIGRATION PROCESS IN BAMAKO: THE CASE OF COMMUNE V 1

Didier Kouamé KONAN, Seydou DIARRA, Koulotioloma Issa SORO, Narcisse ASSI-KAUDJHIS

GESTION DU SOL URBAIN ET RECOMPOSITION SPATIALE DANS LA COMMUNE DE SONGON 24

URBAN LAND MANAGEMENT AND SPATIAL RECOMPOSITION IN THE COMMUNE OF SONGON 24

Youssouf TRAORE, Baba COULIBALY

DECENTRALISATION ET DEVELOPPEMENT LOCAL AU MALI : DYNAMIQUES HISTORIQUES, TRANSFORMATIONS SOCIOECONOMIQUES ET ROLES DES ACTEURS TERRITORIAUX DANS LES COMMUNES RURALES DE BAGUINEDA-CAMP ET KALABANCORO 43

DECENTRALIZATION AND LOCAL DEVELOPMENT IN MALI: HISTORICAL DYNAMICS, SOCIOECONOMIC TRANSFORMATIONS, AND THE ROLES OF LOCAL ACTORS IN THE RURAL MUNICIPALITIES OF BAGUINEDA-CAMP AND KALABANCORO..... 43

Kouamé Fréderic N'DRI, Emile Aurélien AHUA

COMSOMMATION DES PRODUITS AVICOLES CHEZ LES ETUDIANTS : ANALYSE COMPARÉE DANS LES VILLES DE SAN-PEDRO ET DE BOUAKE 67

CONSUMPTION OF POULTRY PRODUCTS AMONG STUDENTS: A COMPARATIVE ANALYSIS IN THE CITIES OF SAN-PEDRO AND BOUAKE 67

COULIBALY Tiécoura Hamed, N'ZUE Koffi Pascal, GOLI Kouakou Camille, KOUASSI Kouamé Sylvestre

PENSER LE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL AUTREMENT : L'APPROCHE MICMAC APPLIQUEE AU DISTRICT AUTONOME DU SASSANDRA -MARAHOUE (CENTRE OUEST IVOIRIEN) 86

RETHINKING TERRITORIAL DEVELOPMENT: THE MICMAC APPROACH APPLIED TO THE SASSANDRA-MARAHOUÉ AUTONOMOUS DISTRICT (CENTRAL-WESTERN CÔTE D'IVOIRE)..... 86

NDJELEBO-OTIBI Helsie-Danicha, BIVEGUE-BIVEGUE André Géraud Le Brun, BILOGHE BENGONE Chancia, ZOO EYINDANGA René Casimir

GESTION DES DECHETS MENAGERS DANS LE PREMIER ARRONDISSEMENT DE NTOUM 108

HOUSEHOLD WASTE MANAGEMENT IN THE FIRST DISTRICT OF NTOUM 108

Oumar PLEA, Alassane TOURE

ORPAILLAGE ET RISQUE DE DEGRADATION DES SERVICES ECOSYSTEMIQUES D'APPROVISIONNEMENT, DANS LA COMMUNE RURALE DE SITAKILY/LOULO/CERCLE DE KENIEBA..... 134

GOLD PANNING AND THE RISK OF DEGRADATION OF SUPPLY ECOSYSTEM SERVICES IN THE RURAL COMMUNE OF SITAKILY/LOULO/KENIEBA CIRCLE..... 134

Salif SOUMARE, Seydou MARIKO, Djibrilla Alhadji CISSE et Dommo TIMBELY

PERIMETRE IRRIGUE DE BAGUINEDA : EVOLUTION CLIMATIQUE ET PERCEPTION DE LA POPULATION LOCALE..... 152

BAGUINEDA IRRIGATED AREA: CLIMATE CHANGE AND THE PERCEPTION OF THE LOCAL POPULATION 152

Oumar SIDIBÉ

ANALYSE DE LA SITUATION DE L'ESPECE *VITELLARIA PARADOXA* (KARITE) DANS UN CONTEXTE DE LA DEFORESTATION DANS LA COMMUNE RURALE DE BINKO 168

ANALYSIS OF THE SITUATION OF THE SPECIES VITELLARIA PARADOXA (SHEA) IN THE CONTEXT OF DEFORESTATION IN THE RURAL COMMUNE OF BINKO 168

Anna DIALLO

UTILISATION ET MODES D'APPROVISIONNEMENT EN SOURCES D'ENERGIES DOMESTIQUES DANS LA COMMUNE DE KITA 188

USE AND SUPPLY METHODS OF DOMESTIC ENERGY SOURCES IN THE COMMUNE OF KITA 188

SOUMANA Abdoul-wahab

FACTEURS EXPLICATIFS ET IMPLICATIONS DE L'ENGOUEMENT DES FEMMES MARIEES POUR L'APPRENTISSAGE DES SCIENCES ISLAMIQUES DANS LES ECOLES CORANIQUES DE LA VILLE DE ZINDER 208

EXPLANATORY FACTORS AND IMPLICATIONS OF MARRIED WOMEN'S ENTHUSIASM FOR LEARNING ISLAMIC SCIENCES IN QURANIC SCHOOLS IN THE CITY OF ZINDER 208

NKONGOLO KAAJILA Dieudonné, BAYA MUZELA Jean Claude

DETERMINANTS DE LA STRUCTURATION DES ACTEURS DES FILIERES AGROALIMENTAIRES AU KASAÏ-ORIENTAL EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO..... 224

FACTORS DETERMINING THE STRUCTURE OF AGRI-FOOD INDUSTRY PLAYERS IN KASAÏ-ORIENTAL IN THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF CONGO 224

KABEYA KABEYA Cédrick, BIUMA LUMBALA Naomie

PROFIL DES DIRIGEANTS ET PERFORMANCE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES A MBUJIMAYI (REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO) 237
MANAGEMENT PROFILES AND PERFORMANCE OF SMALL AND MEDIUM-SIZED BUSINESSES IN MBUJIMAYI (DEMOCRATIC REPUBLIC OF CONGO) 237
Moussa FOFANA
SEXUALITE ET RECOURS AUX SAVOIRS ENDOGENES DE CONTRACEPTION CHEZ LES ADOLESCENTES DE LA COMMUNE VI DU DISTRICT DE BAMAKO (MALI) 265
SEXUALITY AND USE OF ENDOGENOUS CONTRACEPTIVE KNOWLEDGE AMONG ADOLESCENT GIRLS IN COMMUNE VI, DISTICT OF BAMAKO (MALI) 265
Oumarou AROU, Malick TIMBINE, Moussa FOFANA
ROLE DES RELAIS COMMUNAUTAIRES DE SANTE (RCS) ET DES PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS (PTF) DANS LA PREVENTION DU PALUDISME AU MALI : L'EXEMPLE DES CENTRES DE SANTE COMMUNAUTAIRE DE SENOU (A. SA.CO.SE) ET DE YIRIMADIO (A. SA.CO. YI) 284
THE ROLE OF COMMUNITY HEALTH RELAYS (CHNS) AND TECHNICAL AND FINANCIAL PARTNERS (TFPS) IN MALARIA PREVENTION IN MALI : THE EXAMPLE OF THE SÉNOU (A. SA.CO.SE) AND YIRIMADIO (A. SA.CO. YI) COMMUNITY HEALTH CENTRES 284
Boucari DJIGUIBA, Kanchi GOITA
OBSTACLES LIES A LA LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DES ENFANTS DANS LE DISTRICT DE BAMAKO (MALI) 301
OBSTACLES TO THE FIGHT AGAINST CHILD LABOR IN THE DISTRICT OF BAMAKO (MALI) 301
Koiworo COULIBALY
ETAT DES LIEUX DE L'INSTRUMENTATION DU KONABERE (BOBOFING) AU MALI ET PERPECTIVES 322
STATE OF PLAY OF THE INSTRUMENTATION OF KONABERE (BOBOFING) IN MALI AND PERPECTIVES 322
Bassy KANOUTE
SECTEUR INFORMEL DANS L'ECONOMIE MALIENNE, ENTRE SURVIE ET MOTEUR ECONOMIQUE : CAS DU DISTRICT DE BAMAKO 336
THE INFORMAL SECTOR IN THE MALIAN ECONOMY: BETWEEN SURVIVAL AND ECONOMIC DRIVER: THE CASE OF THE DISTRICT OF BAMAKO 336
JEANCY TSHILENGI TSHIUNZA
CHOMAGE ET ACCES AU PREMIER EMPLOI DES JEUNES DIPLOMES D'UNIVERSITES : CAS DE LA VILLE DE MBUJIMAYI, RDC 353
UNEMPLOYMENT AND ACCESS TO FIRST JOBS FOR UNIVERSITY GRADUATES: THE CASE IN MBUJIMAYI, DRC 353
ZOLO-M'BOU Dergy-Strede
VARIABILITE SPATIO-TEMPORELLE DES ILOTS DE CHALEUR URBAINS DANS L'AGGLOMERATION DE LIBREVILLE (GABON), A PARTIR DES MESURES IN SITU DE LA TEMPERATURE DE L'AIR DURANT LA PERIODE 2022-2023 ET THERMOGRAPHIES LANDSAT. 369
SPATIO-TEMPORAL VARIABILITY OF URBAN HEAT ISLANDS IN THE LIBREVILLE AGGLOMERATION (GABON), BASED ON IN SITU MEASUREMENTS OF AIR TEMPERATURE DURING THE PERIOD 2022-2023 AND LANDSAT THERMOGRAPHS. 369
Lassina BERHE, Malick TIMBINE
ETUDES DU RECOURS AUX SOINS PAR LES USAGERS DU CENTRE DE SANTE DE REFERENCE DE KALABAN CORO AU MALI 396
STUDIES ON ACCESS TO HEALTHCARE BY USERS OF THE KALABAN CORO REFERENCE HEALTH CENTER IN MALI 396

SECTEUR INFORMEL DANS L'ECONOMIE MALIENNE, ENTRE SURVIE ET MOTEUR ECONOMIQUE : CAS DU DISTRICT DE BAMAKO

THE INFORMAL SECTOR IN THE MALIAN ECONOMY: BETWEEN SURVIVAL AND ECONOMIC DRIVER: THE CASE OF THE DISTRICT OF BAMAKO

Dr Bassy KANOUTE
bassidingkanoute@yahoo.fr
Université des sciences sociales et de gestion de Bamako (USSGB)
Laboratoire de recherche en management et décentralisation (LAREM-DEC)

Résumé

Le présent travail s'intéresse au rôle du secteur informel dans l'économie malienne à partir d'une enquête empirique menée en milieu urbain bamakois.

Pour mener à bien ce travail, nous avons opté pour le choix raisonné appelé aussi la méthode empirique. Nous avons enquêté 30 personnes évoluant dans l'informel de façon aléatoire pour déterminer le poids du secteur informel dans l'économie Bamakoise.

Les résultats révèlent une composition relativement équilibrée des sexes (56,7 % d'hommes et 43,3 % de femmes) et une prédominance d'adultes actifs âgés de 30 à 60 ans. Le manque d'emploi dans le secteur formel constitue le premier motif du choix du secteur informel par les enquêtés soit 33,3% suivi par ceux qui veulent être autonome soit 26,7% ; moins de contrainte administratives soit 16,7% des répondants.

D'autres motifs sont évoqués soit 13,3% des enquêtés et ceux qui ont hérités du secteur soit 10% de l'échantillon. Les activités de vente de produits agricoles, la maçonnerie, le commerce de détail, la fabrication artisanale sont largement évoquées soit 13,3% des enquêtés, ils sont suivis par la coiffure, la menuiserie, la mécanique, et la moto taxi soit 10% des répondants. La restauration avec 6,7% des enquêtés.

Les enquêtés qui gagnent 200 000 CFA sont les plus nombreux soit 26,7% des répondants suivi par 100 000 CFA à 200 000 CFA soit 33,3% des répondants. Les 23,3% des enquêtés ont un revenu compris entre 50 000 CFA à 100 000 CFA. Les moins de 50 000 CFA représente 16,7% des enquêtés.

Enfin, 46,7 % des personnes interrogées souhaitent formaliser leur activité, mais se heurtent à des obstacles administratifs, à un manque d'information et à l'absence d'incitations concrètes.

Mots clés : Secteur informel, l'économie malienne, survie, moteur économique, district de Bamako.

Abstract

This study focuses on the role of the informal sector in the Malian economy based on an empirical survey conducted in urban Bamako.

To carry out this study, we opted for the reasoned choice method, also known as the empirical method. We randomly surveyed 30 people working in the informal sector to determine the informal sector's weight in the Bamako economy.

The results reveal a relatively balanced gender composition (56.7% men and 43.3% women) and a predominance of working adults aged 30 to 60. The lack of employment in the formal sector is the primary reason for respondents choosing the informal sector, at 33.3%, followed by those who want to be self-sufficient, at 26.7%; fewer administrative constraints, at 16.7% of respondents. Other reasons are mentioned by 13.3% of respondents and those who inherited the sector by 10% of the sample. The activities of selling agricultural products, masonry, retail trade, artisanal manufacturing are widely mentioned by 13.3% of respondents, followed by hairdressing, carpentry, mechanics, and motorcycle taxi by 10% of respondents. Catering with 6.7% of respondents. Respondents who earn 200,000 CFA are the most numerous by 26.7% of respondents followed by 100,000 CFA to 200,000 CFA by 33.3% of respondents. The 23.3% of respondents have an income between 50,000 CFA and 100,000 CFA. Those less than 50,000 CFA represent 16.7% of respondents. Finally, 46.7% of respondents want to formalize their business, but face administrative obstacles, a lack of information, and a lack of concrete incentives.

Keywords: Informal sector, Malian economy, survival, economic driver, Bamako district.

Introduction

En Afrique subsaharienne, l'économie informelle constitue un pilier central de la vie économique et sociale. Présente dans pratiquement tous les pays du continent, elle regroupe une multitude d'activités économiques non enregistrées ou peu réglementées (De Soto, 1989 ; Chen, 2012). Selon l'Organisation Internationale du Travail (OIT, 2022), plus de 85 % de l'emploi en Afrique subsaharienne se situe dans le secteur informel, un chiffre révélateur de son poids économique et social.

Le secteur informel regroupe des activités très diverses : petits commerces, artisans, vendeurs de rue, services domestiques, etc. Ces activités sont généralement exercées sans enregistrement

fiscal, sans couverture sociale et avec un accès limité aux financements formels (La Porta & Shleifer, 2014). Ce secteur s'est imposé comme une « soupape de sécurité » face à la faiblesse du secteur formel, à l'urbanisation croissante et à l'explosion démographique (Meagher, 2016).

Toutefois, cette réalité duale soulève une série d'enjeux complexes. D'un côté, le secteur informel assure la survie économique de millions de personnes (Hart, 1973), de l'autre, il échappe à l'impôt, reste souvent peu productif, et entretient la précarité (ILO, 2018 ; Benjamin & Mbaye, 2012). Cette ambivalence rend toute politique de formalisation délicate (UNDP, 2020). Le secteur informel est un pilier central des économies africaines, jouant un rôle crucial dans la création d'emplois, la réduction de la pauvreté et la survie économique des ménages, particulièrement en contexte urbain. Au Mali, à l'instar de nombreux pays en développement, ce secteur regroupe une majorité d'acteurs économiques qui exercent en dehors du cadre réglementaire, souvent par nécessité plutôt que par choix (De Soto, 1989 ; Chen, 2012).

Loin d'être marginal, le secteur informel malien représente une réponse pragmatique à l'insuffisance d'emplois formels, au sous-investissement public, et à la croissance démographique rapide. Comme le soulignent Cling, Razafindrakoto et Roubaud (2010), l'informalité est une composante structurelle des marchés du travail africain, non une déviation passagère. En dépit de son caractère non réglementaire, il constitue une source majeure de revenus et de résilience pour les populations urbaines, tout en représentant un défi pour la gouvernance économique, notamment en termes de fiscalité, de protection sociale, et d'accès au crédit (ILO, 2018).

Le Mali, pays sahélien instable, illustre cette réalité de manière criante. Selon la BCEAO (2022), plus de 90 % des emplois au Mali se situent dans le secteur informel. Cette économie parallèle, très présente aussi bien en zones urbaines que rurales, constitue la principale source d'emploi et de revenu pour une majorité de la population (INSTAT, 2023).

Le marché du travail malien reste essentiellement dominé par l'économie informelle et par l'agriculture de subsistance, qui emploie une large part de la population active, souvent sans qualification et sans protection sociale (OIT, 2022). Le secteur formel, quant à lui, ne parvient pas à absorber le flux continu de nouveaux arrivants. Cette inadéquation entre l'offre et la demande de travail, aggravée par une croissance économique inégalement répartie (Banque

africaine de développement, 2023), contribue à une marginalisation croissante des jeunes et à une migration importante.

Le système éducatif malien peine également à répondre aux exigences du marché. Le taux d'achèvement scolaire reste faible, notamment chez les filles (UNESCO, 2023), et les formations techniques ou professionnelles sont souvent marginalisées (ADEA, 2019). Cette situation engendre une inadéquation entre les compétences disponibles et les besoins économiques (AFDB, 2022). Plusieurs facteurs expliquent cette prédominance : absence d'emplois formels, lourdeurs administratives, pauvreté, faible bancarisation, et insécurité juridique (Diallo, 2019 ; Sylla, 2021). Le secteur informel joue néanmoins un rôle important dans la résilience économique des communautés face aux chocs (OCDE, 2020).

Toutefois, cette contribution positive ne doit pas occulter ses limites structurelles : précarité, faible capitalisation, inégalités de genre et absence de sécurité sociale (World Bank, 2021). Depuis 2012, la crise sécuritaire a renforcé le recours à l'informalité comme stratégie de survie, aggravant les fragilités économiques et sociales (Bourguignon & Combet, 2019). La plupart des emplois dans les pays en développement se trouvent dans l'économie informelle. « Le secteur informel servait à désigner les activités de petite taille, essentiellement destinées à procurer des revenus substantiels aux nouveaux citadins, produits d'un exode rural particulièrement important dans les années 70 », (S. Kanté 2002, p.5).

Le secteur informel constitue une activité temporaire obligée avant l'accès au secteur formel. Dans la même continuité, « le secteur informel y est conçu comme "une salle d'attente" dans laquelle les travailleurs essentiellement des migrants vont passer un certain temps avant de parvenir à trouver un emploi dans le secteur formel » (M. Todaro 1971 cité par V. Piché et al 1998, p. 51). Pour s'insérer dans le tissu urbain, les migrants s'appuient sur les parents. Selon J. Boujou, (2000, p. 143-163). Dès lors, il devient crucial de comprendre les dynamiques de ce secteur pour envisager des politiques de développement inclusif. La reconnaissance du rôle du secteur informel, la protection de ses acteurs et la facilitation de leur transition vers des formes plus organisées constituent des enjeux majeurs pour le Mali (OECD, 2023).

Partant de ce constat, la question principale est la suivante : Quel est l'impact du secteur informel sur l'économie Bamakoise ? L'objectif principal consiste à analyser l'impact du secteur informel sur l'économie bamakoise.

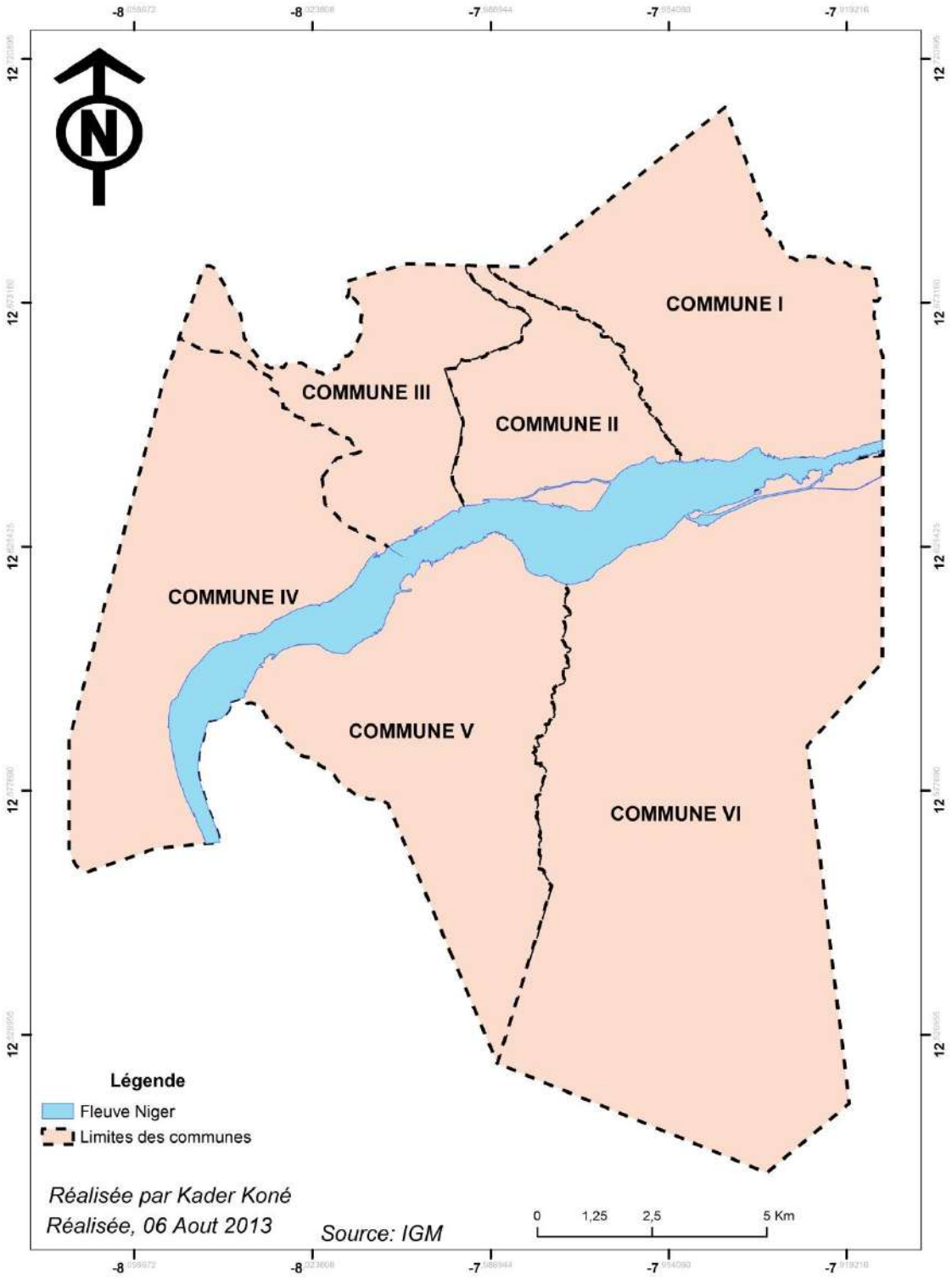
1 - Matériels et Méthode

1.1. Présentation de l'aire d'étude

Le district de Bamako est la capitale politique, administrative et économique du Mali. Bamako est située entre le 7°59' de Longitude Ouest et le 12°40'de Latitude Nord sur les rives du fleuve Niger, appelé Djoliba c'est à dire le fleuve du sang. La ville de Bamako est construite dans une cuvette entourée de collines. Celle-ci s'étend d'Ouest en Est sur 22 km et du Nord au Sud sur 12 km. Elle couvre une superficie totale de 267 km² dont plus 182 km² sont habitées actuellement et 85 km² sont constitués de vergers, de surfaces en eau, d'îles, de rochers et de quelques réserves de terres en 2025 (Mairie du district de Bamako, 2009).

La ville de Bamako s'est d'abord développée sur la rive gauche du fleuve Niger en contrebas du rebord en falaises découpées dans le Plateau Mandingue qui domine la ville sur plus de 100 m. Ce relief a limité l'extension de la ville vers l'Ouest. Sa population est estimée à 3 180 340 hts en 2025 (world population review). Son économie est dominée par le secteur tertiaire notamment l'artisanat et le commerce. Le secteur informel occupe une place importante pour aborder la majorité des actifs bamakois. Le district de Bamako concentre 70 des entreprises industrielles du pays. La figure 1 concerne la carte du district de Bamako.

Carte 1 : District de Bamako



1.2. Méthode

Les enquêtes se sont déroulées en deux volets : l'entretien avec des informateurs clés et l'enquête par questionnaire.

1.2.1 Enquête par questionnaire

Elle consiste à recueillir des données par l'intermédiaire d'un questionnaire et les informations qualitatives à travers des observations et des entretiens. Le questionnaire a été administré aux travailleurs informels. Les données qualitatives sont enregistrées à travers les entretiens.

1.2.3 Technique de l'échantillonnage

Pour aborder ce travail, nous avons opté pour le choix raisonné appelé aussi la méthode empirique. Nous avons enquêté 30 personnes de façon aléatoire pour déterminer le poids du secteur informel à Bamako.

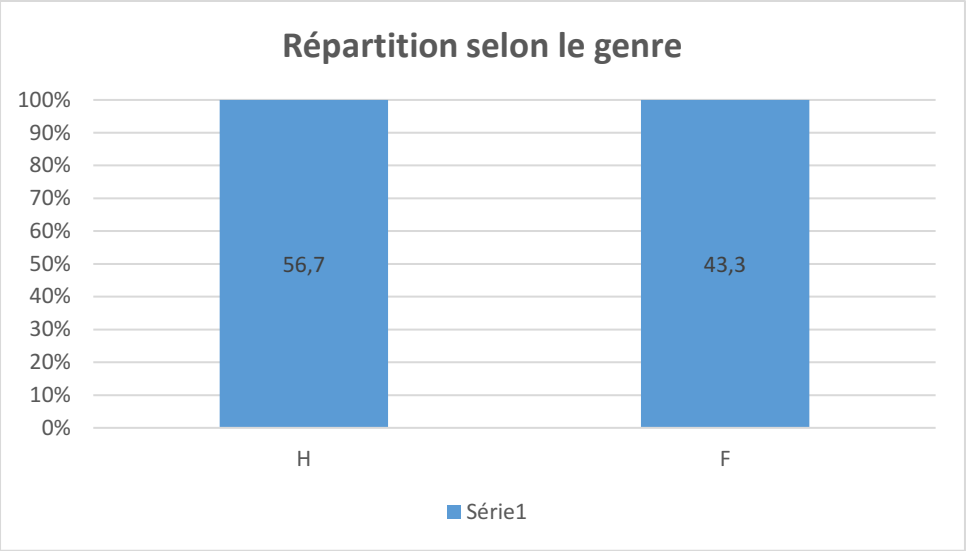
Le traitement des données a été fait grâce aux logiciels Sphinx 4.5, Excel, et Word pour le traitement des textes.

2. Résultats

Cette analyse présente les résultats de l'enquête menée en 2025 explorant les caractéristiques socio-économiques, les choix sectoriels et les attentes des travailleurs dans le secteur informel. Les données recueillies, basées sur un échantillon de 30 répondants, permettent d'étudier la répartition des enquêtés selon des critères démographiques et socio-professionnels. Les résultats sont structurés selon plusieurs axes : le sexe, l'âge, le niveau d'instruction, les motifs de choix du secteur informel, les activités socio-professionnelles, les revenus, et la volonté de formalisation.

2.1 Répartition des enquêtés selon le genre

En vue d'avoir une diversité d'opinons, nous avons enquêté les hommes ainsi que les femmes. Les femmes sont bien représentées, elles font le petit commerce etc. La figure 1 concerne la répartition des enquêtés selon le genre.



Source : Enquête de terrain, 2025

La répartition selon le sexe montre une majorité masculine parmi les répondants avec 56,7% composent d'hommes contre 43,3% de femmes. Cette disparité peut refléter une prédominance masculine dans le secteur informel, bien que cette tendance puisse varier selon les régions et types d'activités. Le faible taux de participation féminine peut aussi être lié à des facteurs socio-culturels, comme la répartition inégale des rôles sociaux et des opportunités d'emploi.

2.2 Répartition des enquêtés selon l'âge

Les personnes enquêtées évoluant dans le secteur informel sont des majeurs ainsi des responsabilités familiales et sociales pour la plupart des cas. Le tableau 1 nous renseigne sur la répartition des enquêtés selon la tranche d'âge.

Tableau 1 : Répartition des enquêtés selon l'âge

Age	**Eff**	**%**
20 -30 ans	9	30
31- 49 ans	17	56,66
50 – 59 ans	3	10
60 et plus	1	3,33
Total	**30**	**100**

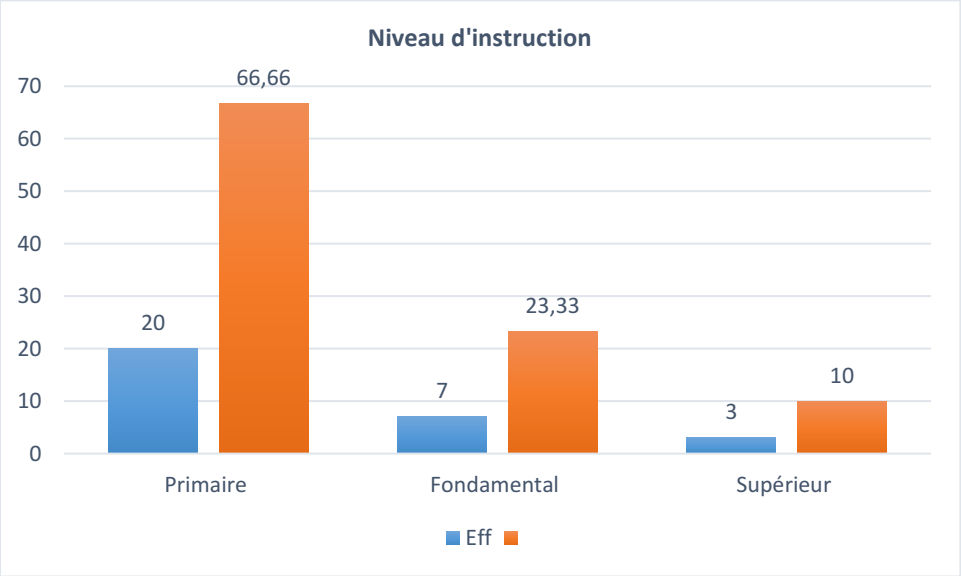
Source : Enquête de terrain, 2025

Les 31-49 ans constituent la tranche d'âge la plus représentée, avec 56,66% des enquêtés, suivis par les 20-30 ans (30%). Ces tranches d'âge témoignent d'une force de travail active, bien que les jeunes adultes représentent également une part importante de l'échantillon. La faible représentation des travailleurs âgés de 50 à 59 ans (10%) et des plus de 60 ans (3,33%) pourrait être interprétée comme un signe de marginalisation des travailleurs âgés dans le secteur informel, où la durabilité de l'activité peut poser question. Ce profil d'âge suggère une

population active en quête d'autonomie professionnelle, souvent en raison de la précarité du secteur formel.

2. 3 Répartition des enquêtés selon le niveau d'instruction

La majorité des enquêtés ont un niveau d'instruction faible. Les scolarisés sont faiblement représentés parmi les enquêtés. La figure 2 est consacrée sur le niveau d'instruction des enquêtés.



Source : Enquête de terrain, 2025

Les résultats montrent une majorité de travailleurs ayant un niveau primaire (66,66%), suivi par ceux ayant atteint le niveau fondamental (23,33%). Seuls 10% des enquêtés ont un niveau d'instruction supérieur. Ce faible taux de formation pourrait expliquer, en partie, le recours au secteur informel, où les exigences en matière de qualifications sont moins strictes. Il en résulte une situation où les travailleurs, peu formés, se trouvent contraints de s'adapter aux exigences du secteur informel, bien souvent perçu comme une alternative moins restrictive.

2.4 Secteur porte d'entrée des travailleurs

2.4.1 Choix du secteur informel

Le choix du secteur informel est lié à l'absence d'opportunité dans le secteur formel. Le tableau 2 est consacré au motif du choix du secteur par les enquêtés.

Modalités	Eff	%
Manque d'emploi Formel	10	33,30
Autonomie	8	26,70
Moins de contraintes administratives	5	16,70
Autres	4	13,30
Héritage Familial/Tradition	3	10
Total	**30**	**100**

Source : Enquête de terrain, 2025

Les raisons de se tourner vers le secteur informel sont principalement liées au manque d'opportunités d'emploi dans le secteur formel (33,3%) et au désir d'autonomie (26,7%). Cette situation illustre l'insuffisance du marché de l'emploi formel pour absorber la population active, poussant ainsi de nombreux travailleurs à chercher des alternatives informelles. En outre, les avantages perçus du secteur informel, moins de contraintes administratives (16,7%) et l'héritage familial/tradition (10%), soulignent l'importance des dynamiques sociales et culturelles dans le choix du secteur d'activité.

2.4.2 Activités socio professionnelles

Le tableau 3 donne des indications sur les activités socio professionnelles des enquêtés. Ces activités sont dominées par les produits agricoles, la maçonnerie, le commerce de détail, fabrication artisanale.

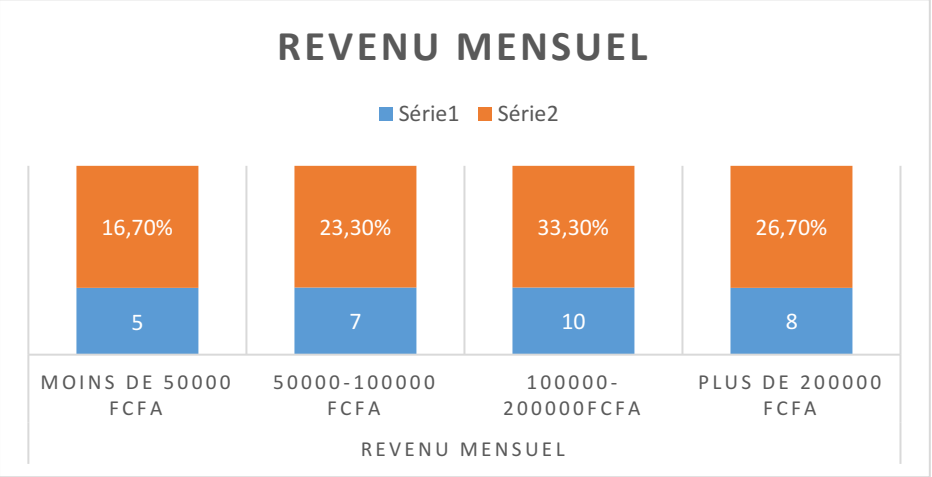
Modalités	Eff	%
Produits agricoles	4	13,3
Maçonnerie	4	13,3
Commerce de détail	4	13,3
Menuiserie	3	10
Mécanique	3	10
Moto taxi	3	10
Restauration	2	6,7
Total	**30**	**100**

Source : Enquête de terrain, 2025

Les activités les plus courantes dans le secteur informel sont la vente de produits agricoles, la maçonnerie, le commerce de détail et la fabrication artisanale, représentant chacune 13,3% des réponses. D'autres secteurs comme la coiffure, la menuiserie, la mécanique et les motos-taxis sont également cités par une proportion significative d'enquêtés (10% chacun). Cela reflète la diversité des activités dans le secteur informel, avec une prédominance des métiers manuels et du commerce de proximité. Cependant, la faible proportion d'activités liées à des services plus spécialisés, comme la restauration, pourrait indiquer un manque de diversification des activités dans certaines régions.

2.4.3 Revenu mensuel

La figure 3 concerne le revenu mensuel perçu par les enquêtés. La figure retrace le gain perçu par les enquêtés.



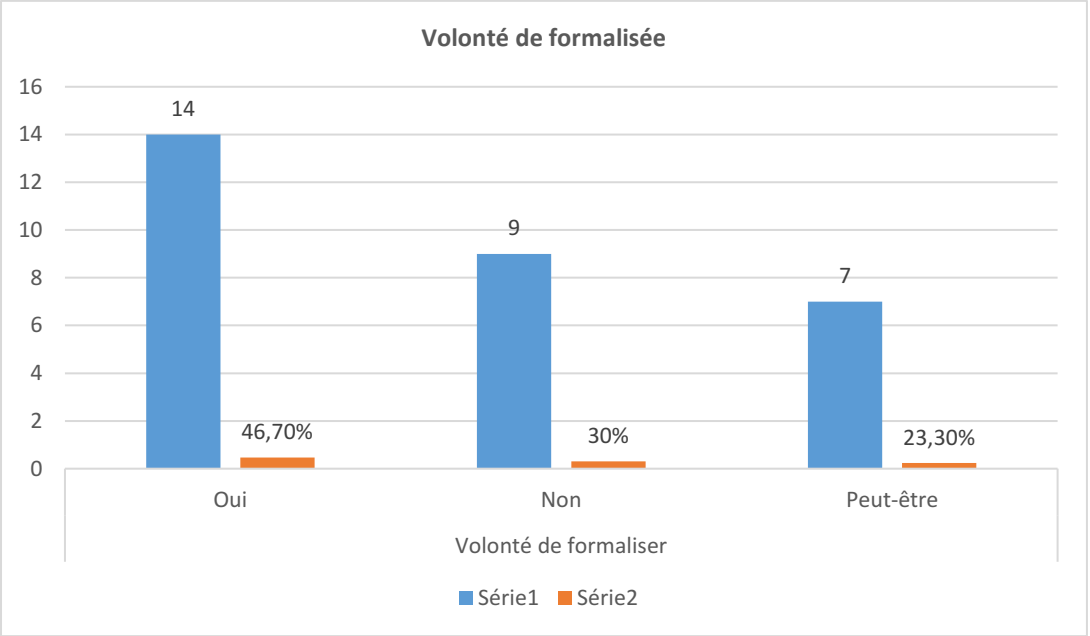
Source : Enquête de terrain, 2025

Les revenus mensuels des enquêtés varient considérablement, avec une forte concentration autour de la tranche de 100 000 à 200 000 CFA (33,3%) et de 200 000 CFA (26,7%). En revanche, 23,3% des enquêtés gagnent entre 50 000 CFA et 100 000 CFA, et 16,7% perçoivent moins de 50 000 CFA. Ces résultats montrent une grande disparité des revenus dans le secteur informel, un secteur qui ne garantit pas une stabilité financière pour la majorité de ses travailleurs. Cette précarité est renforcée par le manque de régulation et d'accès à des systèmes de sécurité sociale ou de financement institutionnel.

2.4.4 Volonté de formalisation du secteur selon l'avis des enquêtés

La figure 4 fait référence à la volonté de formalisation du secteur informel selon l'avis des enquêtés.

Figure 4 : Volonté de formalisation



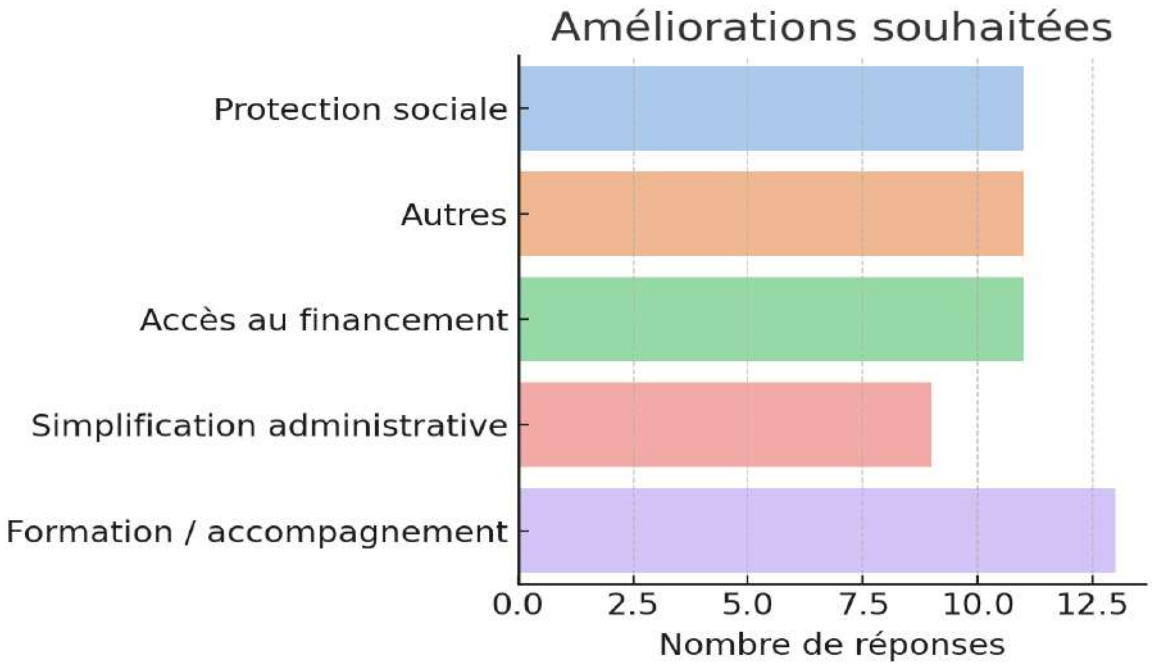
Source : Enquête de terrain, 2025

La majorité des enquêtés (46,7%) juge que la formalisation du secteur informel serait bénéfique. Cela témoigne d'un désir d'amélioration des conditions de travail et d'accès à des avantages sociaux, comme la sécurité sociale et des financements plus accessibles. Toutefois, 30% des répondants s'opposent à la formalisation, suggérant que certaines personnes perçoivent les contraintes administratives et fiscales comme un obstacle à leur liberté d'activité. Les 23,3% restants, qui sont indécis, montrent un manque de clarté ou d'information sur les avantages réels de la formalisation.

2.2.1. Amélioration souhaitées par les enquêtés

La figure 5 concerne l'amélioration souhaitées par les enquêtés pour le secteur informel.

Figure 5 : Amélioration souhaitées par les enquêtés



Source : Enquête de terrain, 2025

Les enquêtés privilégient principalement la formation et l'accompagnement, suivis par la protection sociale et l'accès au financement. Ces attentes mettent en évidence les défis liés à la précarité du secteur informel, notamment en termes de développement des compétences et de sécurité. La simplification administrative, bien qu'évoquée par quelques répondants, est moins citée, suggérant que les obstacles structurels sont perçus comme moins pertinents que ceux liés à la formation et au financement.

3. Discussion

L'étude sur le rôle du secteur informel dans l'économie malienne met en lumière des dynamiques complexes et diverses qui sont largement partagées par d'autres recherches sur les économies informelles. Le secteur informel constitue la voie d'entrée pour la majorité des actifs en milieu urbain. Selon CISSE, (2013), les entreprises informelles fournissent la grande majorité des emplois urbains. En 2012, Charmes a montré qu'il existe 666 milles emplois informels sur 2,725 millions emplois non agricoles qui exercent dans les micro entreprises ne détiennent pas de comptabilité soit 35% des emplois dans les entreprises répertoriées par institut national de la statistique (1,909 million emplois dans les entreprises répertoriés), auxquels on ajoute 260 milles emplois informels exerçants dans d'autres secteurs. Selon N. Ben Sheikh 2015, l'emploi informel au sein de l'économie représentée 32,2% de la population active

occupée en 2015. Le secteur informel absorbe 61% de la main-d'œuvre urbaine (S. Kanté, 2002, p. 4). Selon Ouédraogo M, (2001), 72,5% des agents du secteur non structuré tous sexes confondus pratiquent le commerce. L'activité informelle dominante est le commerce.

Selon les résultats, le manque d'emploi dans le secteur formel constitue le premier motif du choix du secteur informel par les enquêtés soit 33,3% suivi par ceux qui veulent être autonome soit 26,7% ; moins de contrainte administratives soit 16,7% des répondants. D'autres motifs sont évoqués soit 13,3% des enquêtés et ceux qui ont hérités du secteur soit 10% de l'échantillon. Dans le même ordre d'idée, selon De Soto (1989), le secteur informel est une "révolution invisible" essentielle pour les économies en développement, ce qui correspond à l'importance du secteur primaire et des petites activités informelles décrites au Mali, où l'agriculture et les services dominent. Chen (2012) souligne que le secteur informel est une réponse à l'exclusion du secteur formel, un phénomène observé au Mali, notamment avec une forte féminisation dans le secteur des services (OIT, 2022). Hart (1973) et Meagher (2016) évoquent que ces activités informelles, bien qu'elles apportent une stabilité sociale, échappent souvent à la fiscalité et à la protection sociale, ce qui est également vrai pour les travailleurs maliens. Selon les resultats obtenus, les activités de vente de produits agricoles, la maçonnerie, le commerce de détail, la fabrication artisanale sont largement évoquées soit 13,3% des enquêtés, ils sont suivis par la coiffure, la menuiserie, la mécanique, et la moto taxi soit 10% des répondants.

De Soto (1989), le secteur informel est une "révolution invisible" essentielle pour les économies en développement, ce qui correspond à l'importance du secteur primaire et des petites activités informelles décrites au Mali, où l'agriculture et les services dominent. Le secteur des services domine selon les resultats obtenus. Bamako, par exemple, où 74 % des emplois sont dans le secteur tertiaire, une grande partie reste informelle, similaire aux conclusions de la Porta et Shleifer (2014) sur la faiblesse de la formalisation dans de nombreuses économies africaines.

La répartition selon le sexe montre une majorité masculine parmi les répondants, avec 56,7% composent d'hommes contre 43,3% de femmes. Les femmes, comme le montre l'étude de l'OIT (2018), représentent une part importante de cette main-d'œuvre informelle, surtout dans les zones urbaines, contribuant de manière cruciale à la subsistance économique malgré leur faible accès à des emplois formels.

Selon les resultats obtenus, la majorité des enquêtés (46,7%) juge que la formalisation du secteur informel serait bénéfique. Cela témoigne d'un désir d'amélioration des conditions de travail et d'accès à des avantages sociaux, comme la sécurité sociale et des financements plus accessibles. Toutefois, 30% des répondants s'opposent à la formalisation, suggérant que certaines personnes perçoivent les contraintes administratives et fiscales comme un obstacle à leur liberté d'activité.

Enfin, le secteur informel au Mali joue un rôle d'amortisseur social, en phase avec les conclusions du World Bank (2021) qui voient dans l'informalité un mécanisme de résilience face aux crises économiques et sécuritaires.

Conclusion

Le secteur informel constitue le cœur de l'économie malienne, en particulier dans le secteur primaire et tertiaire, où il joue un rôle de stabilisateur social et économique. Il est particulièrement important pour les femmes, les jeunes, et les personnes sans qualification. Toutefois, son poids montre aussi les limites de la structuration économique, la faible formalisation, et le défi de la productivité au Mali. Le secteur informel joue un rôle essentiel de filets sociaux. Il absorbe la majorité de la population active non qualifiée, qui n'a pas accès à l'emploi formel. Le secteur informel au Mali constitue une réalité économique incontournable, absorbant une grande partie de la main-d'œuvre, notamment urbaine, et jouant un rôle vital dans la survie économique de nombreuses familles.

Toutefois, il souffre d'un déficit de formalisation, d'un manque de protection sociale et d'un accès limité aux services financiers et techniques. L'accompagnement à la formalisation, une réforme administrative adaptée et un meilleur accès au financement sont des leviers essentiels pour renforcer la contribution de ce secteur à l'économie nationale.

Les résultats de l'enquête révèlent un secteur informel dominé par des jeunes adultes, principalement masculins et peu formés, en quête d'autonomie professionnelle face à l'insuffisance des opportunités dans le secteur formel. Le manque de formation, de protection sociale et l'accès limité au financement constituent des défis majeurs pour ces travailleurs. Toutefois, une volonté de formalisation est exprimée, bien que les obstacles administratifs et fiscaux demeurent une préoccupation pour une partie de la population active.

Pour répondre à ces défis, des politiques de formation, de simplification administrative et de soutien à l'accès au financement pourraient améliorer la résilience et les conditions de travail dans le secteur informel.

Références bibliographiques

ANTOINE P., OUEDRAOGO D., PICHE V., (1998), Trois générations de citadins au Sahel, L'Harmattan, collection villes et entreprise, 276 p.

BCEAO (2022). Rapport annuel sur les services financiers et l'économie informelle au Mali.

BENJAMIN, N., Mbaye, A. A. (2012). The Informal Sector in Francophone Africa: Firm Size, Productivity and Institutions. World Bank.

BOURGUIGNON, F., Combet, V. (2019). *Crises sécuritaires et effets économiques : Cas du Mali*. Document de travail, Paris School of Economics.

CISSE P., 2005, Organisation sociale et accès aux ressources « *Cas des migrants commerçants maliens à Douala et Yaoundé* », (Cameroun), Bamako, CNRST, 14p.

CHARMES J., (BAD et le CRES) et NIDHAL. B.C., (CRES), (2016), Protection sociale et économie informelle en Tunisie : Défis de la transition vers l'économie formelle.

CHEN, M. A. (2012). The Informal Economy: Definitions, Theories and Policies. WIEGO Working Paper.

DE Soto, H. (1989). The Other Path : The Invisible Revolution in the Third World. Harper & Row.

DIALLO, M. (2019). Les dynamiques de l'économie informelle au Mali. Université de Bamako, mémoire de recherche.

KANTE S., (2002), Secteur informel en Afrique subsaharienne francophone, Genève, Bureau international du travail, 70p

HART, K. (1973). Informal Income Opportunities and Urban Employment in Ghana. Journal of Modern African Studies, 11(1), p.61-89.

LA PORTA, R., & Shleifer, A**.** (2014). Informality and Development. Journal of Economic Perspectives, 28(3), p.109-126.

MEAGHER, K. (2016). Taxing Times : Taxation, Divided Societies and the Informal Economy in Northern Nigeria. The Journal of Development Studies, 52(12), p.1-16.

SYLLA, A. (2021). Les contraintes de la formalisation au Mali : Une analyse institutionnelle. Revue Africaine de Développement.

TODARO M. 1969, HARRIS R. G., (1970), Migra PNUD., 1996**,** Croissance économique et développement humain, Economica, Paris, 251p

OUEDRAOGO M., (2001), « *Migration et emploi : le cas du secteur informel à Bobo Dioulasso* », Mémoire de Maitrise, Université de Ouagadougou, 135p.

OIT : (2018 - 2022). Women and Men in the Informal Economy A Statistical Picture.

UNDP (2020). Informal Sector and COVID-19 Crisis in Africa.

OECD (2020). The Informal Economy in Developing Countries : Challenges and Policy Options.

OECD (2023). Informality and Inclusive Growth in Africa.

INSTAT (2023). Enquête nationale sur l'emploi et le secteur informel.

World Bank (2021). Informality and Resilience in Sub-Saharan Africa.

CHOMAGE ET ACCES AU PREMIER EMPLOI DES JEUNES DIPLOMES D'UNIVERSITES : CAS DE LA VILLE DE MBUJIMAYI, RDC

UNEMPLOYMENT AND ACCESS TO FIRST JOBS FOR UNIVERSITY GRADUATES: THE CASE IN MBUJIMAYI, DRC

JEANCY TSHILENGI TSHIUNZA

Licencié en Sciences économiques et de gestion ; Assistant à l'université de Mbujimayi, campus de TSHIKAMA ; Contrôleur du Travail à l'Inspection Générale du Travail/MBUJIMAYI

Email : jeancytshilengi860@gmail.com

Résumé

Le système éducatif congolais a toujours promu les études universitaires pour les jeunes. Malheureusement, un grand pourcentage de ces derniers se retrouve en chômage suite à des multiples raisons que nous avons voulu connaître au travers de cette étude. Le chômage des jeunes diplômés d'universités est un problème persistant en République démocratique du Congo (RDC) en général et dans la ville de MBUJIMAYI, en particulier. Ce phénomène est exacerbé par le manque d'emplois dans le secteur formel, l'inadéquation entre la formation et les besoins du marché, faible offre d'emploi, le népotisme ou encore le monnayage d'emploi par certains employeurs, etc.

Cette étude a été faite par une approche méthodologique hypothético-déductive partant de l'observation du chômage des jeunes après leurs études universitaires dans la ville de MBUJIMAYI, en particulier. Les enquêtes ont été menées avec le support de Google Forms.

Après récolte des avis des jeunes diplômés dans la ville de Mbujimayi, les résultats révèlent que 103 jeunes interrogés sur 384 (soit 26,82%) expliquent leur chômage par le faible niveau d'offre sur le marché d'emploi ; 69/384 jeunes diplômés d'ESU soit 17,97% expliquent cette situation par le manque d'expérience professionnelle avérée ; 67/384 soit 17,45% par une préférence pour le secteur public ; 36/384 soit 9,38% par le monnayage d'emploi par certains employeurs ; 32/384 soit 8,33% par le népotisme qui caractérise certains chefs d'entreprises ; 29/384 soit 7,55% par l'inadéquation entre le niveau de formation des jeunes diplômés d'ESU et les besoins sur le marché ; 25/384 soit 6,51% par le manque d'esprit d'initiative et d'entrepreneuriat des jeunes et enfin 23/384 soit 5,99% disent ne pas vouloir travailler car